

PLEINS FEUX SUR LE « GRAND PARIS » ET SUR L'OPÉRATION D'INTÉRÊT NATIONAL PARIS-SACLAY



Notre mot à dire

L'opération d'intérêt national Paris-Saclay, décidée par le gouvernement, aura un impact sur l'avenir de Guyancourt et de Saint-Quentin-en-Yvelines. Les élus de Guyancourt ont été et restent vigilants pour améliorer votre cadre de vie.

Le « Grand Paris » et l'Opération d'intérêt national Paris-Saclay (OIN) sont deux projets gigantesques décidés par le Gouvernement. Cela ne doit pas être une affaire de technocrates, c'est

l'avenir des habitants de la région parisienne lors des vingt-cinq prochaines années qui est en jeu. Or, la concertation avec les élus locaux et les acteurs des différents secteurs

concernés (économique, social, associatif, éducatif...) est souvent insuffisante, parfois au mépris des règles démocratiques.



> L'OIN a pour vocation de permettre la création d'un pôle mondial de recherche et d'innovation sur le plateau Saclay (incluant Massy, Saclay, Palaiseau, Orsay, Versailles et Saint-Quentin-en-Yvelines);

> L'objectif du « Grand Paris » est de transformer l'agglomération parisienne en métropole mondiale en pariant sur la dynamique créée par un nouveau réseau de transport. Ces deux projets impliquent fortement Guyancourt, Saint-Quentin et ceux qui y vivent. Ces développements futurs ne doivent en aucun cas remettre en cause les fondamentaux (mixité sociale, dynamis-

me économique, logement pour tous, services publics et équipements de qualité, solidarité, cadre de vie...) qui font l'identité, l'harmonie et la réussite de Guyancourt.

Vigilance et propositions face aux projets

Élu de proximité en prise directe avec les préoccupations de ses « administrés », François Deligné refuse de laisser les ministères et autres structures relais de l'État décider en comité restreint du devenir de la commune. Dès l'ouverture des procédures, François Deligné, Maire de Guyancourt, s'est ainsi opposé au déficit démocratique

mais également au contenu, parfois incohérent, des deux projets. « *La Société du Grand Paris envisageait d'implanter une gare de son métro automatique souterrain en boucle, appelé le Grand huit par les médias, au beau milieu du site de La Minière, sur les plateaux agricoles du GEVES. Un scénario catastrophe, qui aurait défiguré le paysage en transformant ce lieu remarquable en gare et en parking de rabattement sans pour autant répondre aux besoins des entreprises, des chercheurs, des étudiants et des habitants* », note François Deligné.

Le tracé prévisionnel de ce métro était d'autant plus aberrant que le réseau en question (plus de 200 km de voies) a notamment pour vocation de relier les pôles économiques, les pôles de recherche, les gares et les aéroports de la petite et moyenne couronne pour favoriser le futur développement de la métropole parisienne. Comment, dans un tel contexte, ignorer à ce point les besoins des quelques 30 000 habitants, 916 entreprises, 32 000 salariés et 10 000 étudiants qui font de Guyancourt ce qu'elle est, le moteur de Saint-Quentin-en-Yvelines, la plus aboutie des « villes nouvelles » ? Déterminé à imposer le concept d'un territoire durable et global intégrant les réalités économiques, sociales et environnementales de Guyancourt

UN TRAVAIL DE FOND POUR UN CADRE DE VIE PRÉSERVÉ

Pour le projet de l'OIN, le Maire avait adressé dès le 19 février 2007, un courrier à Nicolas Sarkozy, alors ministre d'État, ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire, pour réaffirmer les orientations majeures de la Ville. Au programme hier (comme aujourd'hui !), le maintien des grands équilibres dans les domaines de l'habitat, des équipements et de l'activité, le refus d'un nouveau quartier et de logements à l'est de la RD 91, le maintien de la ceinture verte et du site classé de la vallée de la Bièvre et la disparition du tracé de l'A126 au-dessus des sources de la Bièvre. Des positions maintes fois réaffirmées depuis, notamment dans le Schéma directeur de la région Île-de-France élaboré par des élus conscients des réalités, le Projet d'aménagement et de développement durable et le Plan local d'urbanisme de Guyancourt, définis après une large concertation avec la population (réunions-débat, forum sur Internet, enquête publique...).

Premier résultat, après de longues années de résistance et avec le soutien de citoyens issus d'horizons divers (habitants, associations, acteurs économiques et politiques...), l'autoroute A126 a été enfin rayée de la carte en juin dernier.



Les terrains agricoles du GEVES

et de Saint-Quentin, la Municipalité est montée au créneau pour exiger la prise en compte de l'existant et d'indispensables compléments d'information.

Questions sans réponses

Parallèlement à de nombreux courriers aux différentes instances consultatives et décisionnaires et déclarations à la presse télévisée et écrite, l'intervention du Maire de Guyancourt lors du débat public organisé au cinéma UGC SQY en novembre dernier, en présence de plus de 500 personnes, a reposé le débat. Intervenant en fin de soirée, François Deligné a posé les questions qui dérangent et interpellé le Président du directoire

de la Société du Grand Paris. La Société du Grand Paris n'a apporté aucune réponse.

La ville de Guyancourt a entamé un travail de fond pour faire des propositions pertinentes. En travaillant et en échangeant avec ses partenaires (la Communauté d'agglomération, les grandes entreprises et le Département) elle a fait prévaloir des idées plus réalistes, comme celle d'une gare entre l'ancien site de Thalès et le Technocentre.

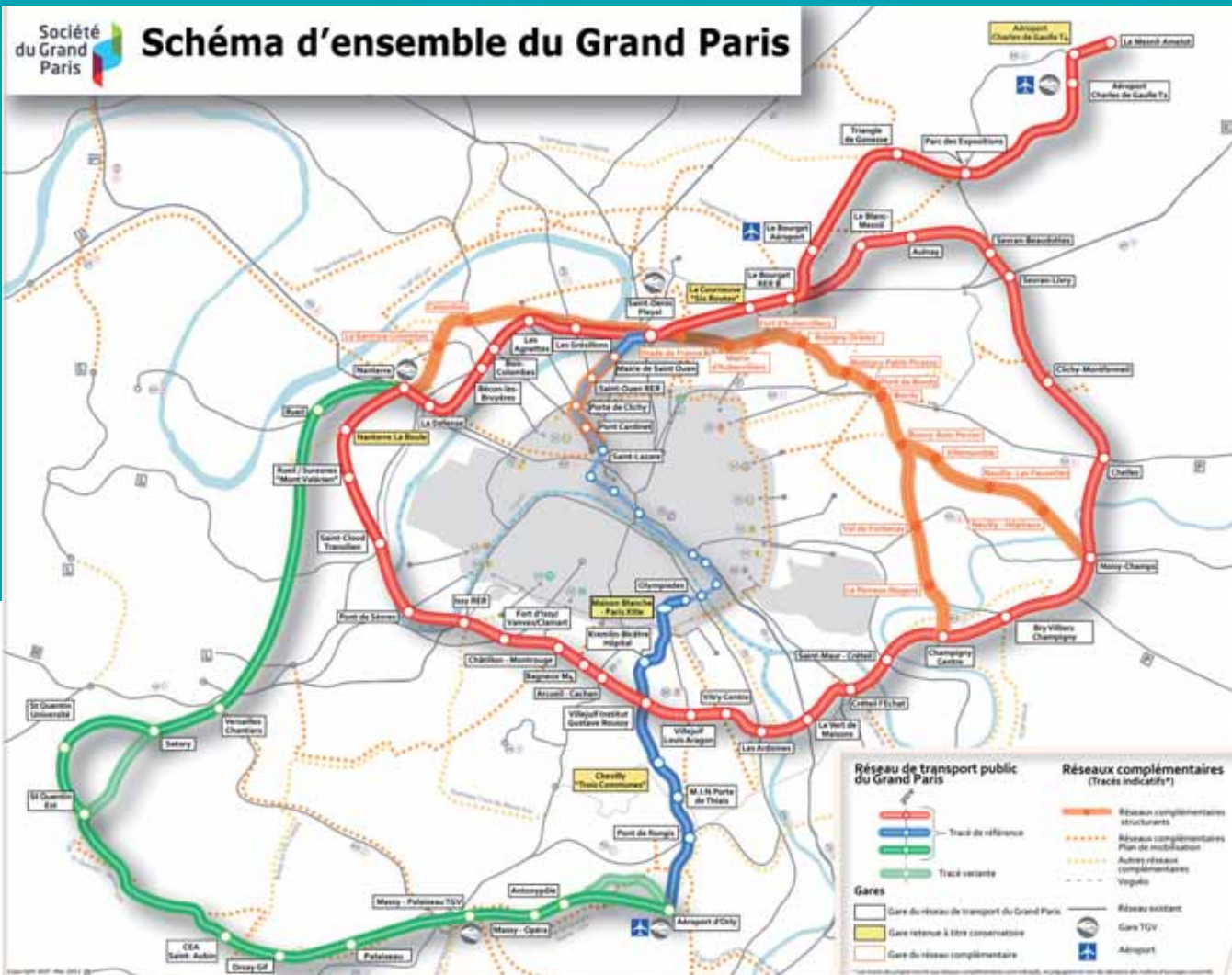
Des interrogations demeurent sur le financement de tels projets (26 milliards d'euros pour le seul Grand Paris) : quelle sera la participation des collectivités dont les budgets ne sont pas extensibles et de plus en plus sol-

QU'EST-CE QUE L'OIN DU PLATEAU DE SACLAY ?

L'opération d'intérêt national du plateau de Saclay couvre Massy, Saclay, Palaiseau, Versailles et Saint-Quentin-en-Yvelines, et vise à faire de ce vaste territoire attractif, déjà doté d'une forte concentration de matière grise, un pôle scientifique mondial, une sorte de Silicon Valley made in France. Ou plus exactement un « cluster » : un lieu d'animation, de coordination et de formation autour d'un programme commun de recherche, d'innovation et de développement. L'objectif est d'accroître les liens et les transferts de technologie entre centres d'enseignement et de recherche publics et privés, pôles de compétitivité et entreprises à haute technicité.

Sur le papier, c'est un projet prometteur, porteur de développement, d'emploi et d'avenir, mais qui demande à être surveillé de très près par les élus locaux qui, faute de concertation, n'ont aucune information précise sur les aménagements induits par l'OIN (localisation et nombre de logements à construire, extension des réseaux de transports en commun, création d'axes routiers...). Or ce dispositif permet à l'État de se substituer aux communes et aux intercommunalités pour l'autorisation d'occuper le sol et l'initiative des procédures d'aménagement. Un outil mis en place pour favoriser une urbanisation rapide, qui peut laisser craindre l'application d'une logique purement économique sans prise en compte des réalités communales.





© Société du Grand Paris



TERRES AGRICOLES, DES RÉSERVES...

Le 24 mai dernier, le conseil municipal de Guyancourt a adopté une motion demandant que, conformément au Schéma directeur de la région Île-de-France (SDRIF) et à la loi du « Grand Paris », l'État classe par décret l'essentiel des terrains agricoles de La Minière parmi les 2 300 hectares préservés pour l'activité agricole (49 communes des Yvelines et de l'Essonne concernées). Exigence en partie satisfaite début juillet... Notre Ville a obtenu une première victoire : la protection de la ceinture verte à l'est de Saint-Quentin-en-Yvelines, du même coup les pressions visant à l'aménagement de cette zone très convoitée (200 hectares au nord-ouest de Toussus-le-Noble), sont repoussées. Guyancourt continue d'exiger que l'essentiel des terrains agricoles, à l'Est de la RD 91 et notamment le long de cette voie, soient également protégés. La vigilance reste de mise.

licités ? Quelle sera la part de l'État ? Comment éviter les logiques de spéculations foncières au détriment des habitants ? Comment éviter qu'une augmentation brutale des taxes sur les grandes entreprises du territoire freine le développement économique ?

Résultat : deux stations de métro à Guyancourt

Le 26 mai dernier, le tracé définitif du Grand Paris Express est annoncé. Ce sera finalement un métro automatique léger et en surface (également souhaité par la Région Île-de-France car moins coûteux et plus rapide à mettre en place que le métro souterrain initialement prévu) qui reprend l'essentiel des propositions des élus de Guyancourt et de l'Agglomération. Deux stations devraient voir le jour à Guyancourt « Saint-Quentin est » (sur l'ancien pôle industriel de Thalès, au croisement des avenues de l'Europe et Léon-Blum) et « Saint-Quentin-Université » (rond-point des Sangliers). La ligne ira d'Orly à Versailles via Saclay (qui comptera onze arrêts au total). Ces stations desserviront

directement les points stratégiques que sont le Technocentre Renault, l'université Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines ou encore l'institut de recherche Pierre-Simon-Laplace (sciences de la Terre et de l'environnement). « C'est une bonne nouvelle pour l'image de la ville, son dynamisme, son développement économique et la qualité de vie des habitants et des salariés qui y travaillent. Cela veut dire moins de voitures, moins de bouchons et moins de pollution à terme... mais il faut rapidement étudier les possibilités de renforcement du réseau actuel de transports urbains et définir, dès à présent, les interconnexions entre RER, trains, bus, Transilien et TCSP qui permettraient un maillage réellement complet et pas un simple saupoudrage » remarque François Deligné. Quant à la date d'ouverture de la ligne, il est impossible de l'annoncer avec sérieux à ce jour, même si les plus optimistes envisagent déjà que tout soit prêt en 2018, quand Saint-Quentin accueillera la Ryder Cup et ses milliers de visiteurs au Golf national... à Guyancourt. ■